

ENQUÊTE ET POLÉMIQUE

Le marché de l'eau qui réveille les critiques

Depuis la perquisition conduite mardi à Aubervilliers, dans les bureaux de Véolia par les enquêteurs de la PJ de Marseille, les questions vont bon train. L'attribution en 2013 du marché de l'eau dans 17 des 18 communes de Marseille Provence Métropole et de deux des trois marchés de l'assainissement à la Société des eaux de Marseille (SEM, filiale à 100% de Véolia) pour quinze ans et un montant total de 3,2 milliards d'euros, a fait réagir élus et associations. Parmi eux, la coordination Eau bien commun (EBC) qui, depuis 2011, réclame une gestion sous forme de régie publique et dénonce la façon dont a été ficelé le contrat de Délégation de service public (DSP). "On a rétabli le prix en nous faisant croire qu'il baisait", explique Bernard Mounier, qui estime à ce jour à 3,5 € le prix au m³ et fustige "une absence totale de transparence".

"Quels sont les liens exacts entre un certain nombre d'élus et Véolia?" insiste-t-il. Déjà, la chambre régionale des comptes, dans un rapport de fé-

vrier 2014 sur la DSP du 27 novembre 2013, avait émis des critiques sur l'attribution de ces contrats, regrettant que MPM l'ait fait "sans procéder à aucun débat". La chambre s'interrogeait aussi sur les liens entre Martine Vassal et le PDG de la SEM, Loïc Fauchon, à travers l'association du Conseil mondial de l'eau, organisatrice du Forum mondial de l'eau à Marseille en 2012 dont Martine Vassal fut la trésorière.

Le parquet national financier déroule une enquête préliminaire ouverte pour favoritisme depuis janvier 2015. Mais avec 37 magistrats et 401 procédures, il est débordé. "Quant à la mission d'audit et de contrôle qui devait être mise en place, on n'en a plus la moindre nouvelle", note Bernard Mounier. "Je vais redemander la constitution d'une commission ad hoc sur cette DSP", ajoute Christian Pellicani, conseiller métropolitain Front de Gauche. "Je plaide pour le mieux-disant au nom de l'intérêt général", précise Christine Juste, porte-parole d'EBC.

Denis TROSSERO



Bernard Mounier, président d'Eau Bien Commun (au centre), Christine Juste, porte-parole, et Christian Pellicani. /PHOTO D.T.